

Nom de la clause : Police Française D'assurances Risques De Guerre Sur Marchandises ou Facultés

Objet de la Clause : Assurance des risques de guerre

Catégorie : Conditions Générales Risques de guerre

Numéro : **Date :** 15 avril 1935

Pays d'origine : France **Emetteur :** Union des Syndicats et des Compagnies d'Assurances Maritimes et Transports.

Commentaires :

Cette police est extraite du livre de Pierre Lureau « l'Assurance des Risques Maritimes de Guerre et les Polices Françaises » publié chez L.G.D.J en 1941.

Pour un commentaire complet de ces polices, sur l'origine des polices « risques de guerre » françaises et sur l'étendue de leur couverture, une lecture de ce livre s'impose (Attention : Très difficile à trouver à l'achat chez les bouquinistes).

Disclaimer : Fortunes de Mer est un site privé & non officiel. Il s'agit de pages personnelles. Ces pages n'ont qu'un but d'information. Les informations de nature juridique que vous pourrez trouver sur ce serveur ne peuvent faire l'objet d'une quelconque garantie ou d'une quelconque certification quant à leur validité, leur effectivité, leur applicabilité et ne peuvent donc en aucun cas engager la responsabilité du directeur de la publication. En effet, seules les informations provenant d'une source officielle font foi. En France, en matière d'information juridique, c'est le Journal Officiel de la République Française qui est habilité à publier et diffuser la plupart des textes. A l'étranger, des institutions similaires assurent la mission dévolue au Journal Officiel de la République Française. Cette situation n'est pas exclusive de productions privées. Aussi, la plupart des informations que vous trouverez ici apparaissent comme étant à jour (hormis les textes législatifs anciens et les polices d'assurances anciennes !). Pour ce qui concerne les textes applicables actuellement, vous devez vérifier qu'il s'agit bien de dispositions applicables avant d'en faire usage ou de prendre une décision.

Les textes des polices d'assurances et des clauses additionnelles sont délivrés à titre purement informatif. La plupart n'ont plus cours aujourd'hui et n'ont donc qu'un intérêt "historique". Aucun usage ne peut en être fait. Si vous souhaitez des informations officielles, vous pouvez vous adresser à la FFSA ou aux organismes similaires existant à l'étranger. En conséquence de quoi, vous renoncez expressément à toute poursuite ou réclamation à l'encontre du concepteur et de l'hébergeur de ce site. Vous vous engagez également à ne faire aucune copie des fichiers de ce site, sauf accord express ET écrit de "Fortunes de Mer" OU mention de l'origine des documents.

The information contained on this site is provided in good faith as a guide only and is based on information obtained from a variety of sources over a period of time. This information is subject to change and should, in each case, be independently verified before reliance is placed on it. "Readers are cautioned that the case summaries, papers and other material on this site are for information purposes only. They are not intended as legal advice and should not be relied upon as legal advice. If you require legal advice then you should consult a lawyer within your jurisdiction. www.fortunes-de-mer.com hereby" excludes, any and all liability to any person, corporation or other entity for any loss, damage or expense resulting from reliance, publication or duplication of information obtained from this site.

POLICE FRANÇAISE D'ASSURANCES RISQUES DE GUERRE SUR MARCHANDISES OU FACULTÉS

Imprimé du 15 avril 1935

§ 1. - La présente police a pour objet exclusif de garantir la marchandise contre les risques de guerre civile et étrangère visés par l'article 5 de l'Imprimé, et tels qu'ils sont définis ci-après

Les Assureurs répondent, sous réserve des exceptions prévues aux paragraphes 2 et 3, des dommages et pertes provenant :

de guerre, hostilités, représailles, captures, arrêts, saisies, contraintes, molestations ou détentions par tous gouvernements et autorités quelconques, d'explosions de torpilles, mines sous-marines ou autres accidents analogues, et généralement de tous accidents et fortunes de guerre.

§ 2. - Les Assureurs demeurent affranchis de toutes conséquences quelconques de violation de blocus, de contrebande ou de commerce prohibé ou clandestin.

§ 3. - Il est précisé que les Assureurs garantissent seulement les dommages et pertes matériels et les avaries communes résultant des événements couverts, et qu'ils sont affranchis de toute responsabilité pour retards dans l'expédition ou l'arrivée des marchandises et/ou facultés, pour- différences de cours, pour frais de magasinage, frais de séjour ou autres, pour préjudices résultant de prohibitions d'exportation ou d'importation, ainsi que; généralement, de tous obstacles apportés à l'exploitation ou à l'opération commerciale des Assurés ou de leurs ayants droit.

§ 4. - En cas de capture, arrêt ou saisie dont répondent les Assureurs, le délaissement pourra leur être fait en raison de cette dépossession si les marchandises n'ont pas été mises à la disposition des Assurés ou de leurs ayants droit dans les six mois qui suivront le jour où la nouvelle de la capture, de l'arrêt ou de la saisie aura été notifiée par eux aux Assureurs, et ce, sans qu'il soit dérogé à l'article 388 du "Code de Commerce.

A partir du jour où la faculté de délaissement sera ainsi ouverte aux Assurés en vertu du présent paragraphe, ceux-ci auront un délai de six mois pour signifier aux Assureurs le délaissement, lequel ne sera cependant plus recevable si, au moment de cette signification, les marchandises et/ou facultés ont déjà été remises à leur disposition ou à celle de leurs représentants ou ayants droit. Ce délai passé, toute réclamation pour dépossession sera prescrite.

§ 5. - Dans tous les cas de fortune de guerre garantis par la présente police, le remboursement aura lieu sans franchise, même sur les marchandises classées à l'article 10 de l'Imprimé.

§ 6. - Permis de faire toutes escales sur route sans surprimes, tous transbordements et déviations moyennant surprimes à fixer.

§ 7. - Il est convenu et agréé que les Assureurs auront la faculté de résilier la présente police en tout temps moyennant préavis de 48 heures. Dans ce cas, les risques des Assureurs cesseront 48 heures après la notification de la résiliation à l'assuré ou à son courtier.

Toutefois, en cas de déclaration de guerre entre la France et un ou plusieurs pays étrangers, les risques couverts par la présente police seront automatiquement résiliés à la date et à l'heure de ladite déclaration de guerre.

Si cependant au moment où intervient la résiliation prévue aux deux alinéas précédents, la marchandise assurée se trouve en mer, elle restera couverte jusqu'au port le plus proche où le navire aura pu se réfugier en sécurité.